



Enquête auprès des citoyens en situation de handicap dans la perspective de l'élection présidentielle

Quelques mois avant l'élection présidentielle, APF France handicap a souhaité réaliser une vaste consultation auprès des personnes en situation de handicap afin de mesurer leurs opinions sur différents grands sujets et de comprendre quel regard ils portent sur l'évolution de la situation des personnes handicapées au cours des cinq dernières années. Cette étude s'inscrit dans une logique barométrique : plusieurs questions administrées en 2017 à la fin du précédent quinquennat ont été reconduites à l'identique afin d'identifier des évolutions dans les ressentis des personnes handicapées entre 2017 et 2022. En outre, les ressentis des personnes handicapées ont été comparés avec ceux mesurés auprès d'un échantillon représentatif de la population française dans son ensemble.

Sur le plan économique, une situation préoccupante pour les personnes handicapées

Premier enseignement de cette enquête, les personnes en situation de handicap doivent faire face à une situation économique dégradée. Alors qu'une majorité de personnes interrogées expliquent que leurs ressources se composent d'allocations (57%), elles sont nombreuses à déclarer s'en sortir difficilement avec leurs revenus (74%). Une proportion bien supérieure à celle mesurée dans la population française (58%).

En dynamique, nous enregistrons toutefois une amélioration par rapport à 2017. La proportion de sondés estimant s'en sortir « facilement » est ainsi passée de 21% à 26% en cinq ans. Une amélioration du ressenti qu'il faut peut-être imputer à la revalorisation de l'AAH.

Alors que le pouvoir d'achat est au cœur des préoccupations des Français, la proportion de sondés déclarant avoir constaté dans ce domaine une amélioration est congrue (9% des personnes handicapées et 15% du grand public). De la même manière, seulement 17% des sondés expliquent avoir constaté une revalorisation de la compensation de leur handicap.

Une amélioration de l'importance accordée au handicap dans l'entreprise

Les résultats auprès des demandeurs d'emploi tendent à montrer que la crise du Coronavirus a impacté le niveau d'emploi avec des chômeurs qui sont moins nombreux qu'en 2017 à indiquer avoir occupé un emploi (65% contre 78% en 2017). La proportion de sondés ayant suivi une formation pré-qualifiante a également reculé par rapport à 2017.

Plus globalement, si la quasi-totalité des actifs handicapés indiquent avoir fait reconnaître leur handicap (91%), ces derniers sont moins d'un sur deux à en faire mention sur leur CV (42%). Un comportement qui témoigne de la crainte vivace d'être discriminé en raison de son handicap.



Les résultats mettent aussi en lumière des évolutions plus positives. Les sondés sont ainsi moins nombreux qu'en 2017 à estimer que leur handicap constitue un frein important pour évoluer au sein de l'entreprise (69% contre 73%) ou pour trouver un emploi (84% contre 88%). Certes, les sondés jugent toujours majoritairement que leur handicap constitue un frein, mais ils sont aussi plus nombreux à estimer que le handicap est un enjeu considéré comme important dans l'entreprise (42% contre 38% en 2017). À l'aune des résultats de cette enquête, on a le sentiment qu'une légère embellie s'est produite en matière de vie professionnelle pour les personnes handicapées.

La crise du Coronavirus a accentué les difficultés pour accéder aux loisirs

Les mesures de distanciation sociale mise en place depuis le début de la crise du Coronavirus se sont traduites par un recul de la fréquentation des lieux de loisirs. Les personnes en situation de handicap sont ainsi moins nombreuses qu'en 2017 à indiquer aller au restaurant (49%, - 4 points), à des soirées chez des amis (44%, - 6 points) ou encore au cinéma (35%, - 5 points). 62% des personnes en situation de handicap estiment que ces activités sont plus difficiles à réaliser (+ 12 points par rapport à 2017). Les données de l'étude montrent que les personnes en situation de handicap pâtissent d'un moindre accès aux lieux de loisirs et de culture. La crise du Coronavirus a donc amplifié des difficultés qui préexistaient déjà pour les personnes handicapées.

Relevons également que les personnes en situation de handicap font face à des difficultés spécifiques sur le plan de l'accès au logement (56% ont été confrontées à des difficultés contre 28% pour l'ensemble des Français) ou aux soins (66% contre 40% des Français).

La déconjugalisation de l'allocation adulte handicapé est au cœur des revendications des personnes en situation de handicap

Alors que les personnes handicapées doivent faire face à une situation économique dégradée, leurs revendications portent avant tout sur des mesures économiques. Ils évoquent ainsi en premier la non prise en compte des ressources du conjoint dans le calcul de l'allocation adulte handicapé (43%). Cette mesure est aussi celle qui est jugée la plus facile à mettre en œuvre (81%). Plus d'un tiers des sondés évoquent aussi la création d'un revenu individuel d'existence (35%) et la prise en charge financière pour compenser les situations de handicap (35%). Cette dernière mesure étant la 2^e jugée la plus largement facile à mettre en œuvre (76%). Les mesures économiques sont donc jugées prioritaires par rapport à celles relatives à l'accessibilité des bâtiments (22%), des logements (14%) ou aux soins (14%).



Les citoyens en situation de handicap sont intéressés par l'élection et enclins à aller voter

En dépit du fait qu'ils se sentent traités avec injustice (22%, + 4 points), avec mépris (20%, même score que l'ensemble des Français) ou avec pitié (14%, + 9 points), les personnes handicapées sont tout aussi promptes que le grand public à aller voter aux élections (67%, soit le même score de participation que celui enregistré dans l'échantillon grand public).

Plus globalement, et en dépit d'un niveau de confiance très bas à l'égard de la classe politique (12% contre 28% dans l'ensemble de la population française), les personnes en situation de handicap se déclarent majoritairement intéressées par l'élection présidentielle (64% contre 63%).

Les enjeux liés au pouvoir d'achat seront au cœur des déterminants du vote des personnes handicapées

Conséquence probable d'une situation économique dégradée, le relèvement des salaires et du pouvoir d'achat sera au cœur des déterminants du vote des personnes handicapées (75% contre 68%). Cette thématique est la 2^e qui est la plus largement considérée comme déterminante, derrière la santé (91% contre 72%) et au même niveau que l'éducation (75%). Les personnes handicapées sont par ailleurs sensibles à la sauvegarde des services publics (64% contre 46%) et au contraire moins sensibles aux enjeux de réduction de la dette publique (25% contre 33%).

Dès lors, on comprend pourquoi cet électorat apparaît autant enraciné à gauche. L'intention de vote réalisée auprès des personnes en situation de handicap montre que Jean-Luc Mélenchon est le candidat qui bénéficie de la plus forte audience (19% d'intentions de vote), devant Emmanuel Macron (18%). Les autres candidats de gauche bénéficieraient de scores plus élevés qu'au sein de l'ensemble de la population française (Yannick Jadot : 11% ; Fabien Roussel : 7%, Anne Hidalgo : 6%). A l'inverse, Valérie Pécresse (12%), Marine Le Pen (10%) et Eric Zemmour (10%) obtiendraient des scores moins importants.